



COOPERATION FRANCO-BRITANNIQUE EN MATIERE DE DEFENSE

9 MARS 2010, LONDRES

Rapport

Dr Claire Chick

Defence Analyst

Partnerships Manager, Franco-British Council

INTRODUCTION

Le Franco-British Council (FBC) et le Royal United Services Institute (RUSI), avec le soutien de l'ambassade de France au Royaume-Uni, ont organisé le 9 mars 2010 une table ronde sur la coopération franco-britannique en matière de défense.

L'objet de cette réunion était de deux ordres : d'une part, prolonger une initiative d'octobre 2009 sur "Britain, France and Defence" où il avait été clairement établi que le moment était opportun de se pencher à nouveau sur la relation franco-britannique en matière de défense. Le contexte financier international particulièrement difficile exigeait une réflexion renouvelée et incitait à considérer la coopération notamment à partir de critères spécifiquement industriels, liés à la mise en place de capacités militaires compétitives; sur la forme, cette approche demandait de rassembler une catégorie d'acteurs variés mais véritablement complémentaires. D'autre part, en amont d'un calendrier politique britannique décisif - les élections législatives en mai 2010, la sortie d'un nouveau Livre blanc sur la défense (Strategic Defence Review) au quatrième trimestre de la même année

- il est apparu intéressant de reprendre cet échange avant la constitution d'un nouveau gouvernement et la rédaction de la feuille de route britannique en matière de stratégie.

Cette manifestation a réuni un panel de soixante-dix participants issus de mondes professionnels déterminants:

l'ambassadeur de France au Royaume-Uni, le ministre britannique des forces armées, des hauts-fonctionnaires, des députés, des Lords, des militaires, des industriels, des chercheurs et des medias, français et britanniques, tous concernés de près par les questions de défense. Avec deux sessions croisées: l'une sur les aspects militaires et industriels de la relation bilatérale, l'autre traitant des approches communes possibles en matière de stratégie et d'armement. Un dîner de travail à la résidence de l'ambassadeur a synthétisé les débats de l'après-midi et permit de conclure.

***Avertissement:** seule la langue anglaise a été utilisée au cours de ce séminaire. Les interventions des participants, quand elles sont citées, sont reproduites en anglais dans le rapport.*

2010 EST UNE ANNEE DECISIVE POUR UNE RELANCE NECESSAIRE ET ATTENDUE DU RAPPROCHEMENT FRANCO- BRITANNIQUE EN MATIERE DE DEFENSE

Une fenêtre d'opportunité

Le séminaire s'est ouvert sur un point de vue unanime: il est temps de relancer la coopération franco-britannique en matière de défense. Les participants ont de concert considéré qu'il était nécessaire - voire urgent - de dynamiser une relation en perte de vitesse. *"There is force majeure for cooperation"* a souligné en introduction de son propos Lord Robertson, ancien Secrétaire Général de l'Otan. Le ministre des forces armées britanniques, Bill Rammell (aujourd'hui remplacé par Nick Harvey) a clairement estimé que le Royaume-Uni *"views France as the key partner"* dans le développement d'un leadership européen au service d'un agenda de défense commun. De son côté, James Arbuthnot, député conservateur et alors président de la commission de défense de la Chambre des Communes a exhorté les participants à un *"Let's make it happen"*. Sir Menzies Campbell, ancien leader du parti Libéral Démocrate a défendu l'idée d'un rapprochement *"more highly integrated"*.

Une ligne soutenue par les intervenants français: *"What we need now is some kind of decisive push"* a souligné l'ambassadeur de France au Royaume-Uni, SE Maurice Gourdault-Montagne, tandis que Michel Miraillet, Directeur chargé des affaires stratégiques à la DAS affirmait que *"More than ever we are ready to cooperate with the UK"*. Etienne de Durand, chercheur à l'IFRI, a conclu son intervention par *"If we don't find a way together we will fail separately"*, et l'Amiral Charles-Edouard de Coriolis, Attaché de défense à l'ambassade de France au Royaume-Uni, a également mis en évidence l'ouverture

qui se profile aujourd'hui en faveur d'un redémarrage du binôme franco-britannique.

Quant aux industriels, ils ont manifesté des attentes similaires: Antoine Bouvier, Président Directeur Général de MBDA a plaidé en faveur d'un *"very solid grant for the Franco-British cooperation to grow"*; Edgar Buckley, Senior Vice président chez Thales, a clairement signifié: *"we should be very ambitious"*. Et Robin Southwell, Président Directeur Général d'EADS UK de conclure par *"we are fully ready to help"*.

Les non-acquis de St Malo

De quelle coopération s'agit-il?

D'entrée, un bilan critique est dressé sur les accords de St Malo de 1998. Signés avant la guerre du Kosovo, il est rappelé qu'ils ont changé le débat sur l'Europe de la défense, la France et la Grande-Bretagne s'étant accordées pour donner à l'UE une capacité autonome de gestion de crise basée sur des unités militaires fiables. Mais le constat est clair: en douze années, les résultats engrangés sont minces et les avancées peu significatives. En réalité, les deux signataires ont privilégié leurs intérêts stratégiques propres et souvent opposé une Europe de la défense autonomisée mais complémentaire de l'OTAN en renforcement de la dimension politique du Vieux Continent, à une crainte permanente de toute inflation institutionnelle au sein de l'Union Européenne. Résultat, les objectifs ambitieux qui visaient à produire des capacités n'ont pas été atteints et aucune opération militaire n'a été lancée: les Headline Goals sont restés lettre morte, les Groupes de Combat n'ont jamais été déployés, l'Agence Européenne de Défense a continuellement alimenté les divisions entre Français et Britanniques.

Quant aux accords de Berlin + qui étaient prometteurs, et dont les perspectives de partage de capacités avec l'Alliance étaient intéressantes, ils ont en réalité été passés sous silence. A l'image de cette inertie, Lord Robertson rappelle que la conférence de Munich sur la sécurité s'enfonce elle aussi depuis dix ans dans une rhétorique en circuit fermé où les mêmes questions sont argumentées sur l'élargissement de l'OTAN. Michel Miraillet confirme: aucune coopération d'envergure n'a pris place sur le terrain depuis l'engagement franco-britannique commun en Bosnie-Herzégovine en 1995 dans le cadre de la Force de Réaction Rapide. La guerre en Irak n'a pas non plus aidé dans le sens d'une amélioration de la relation bilatérale.

La coopération en matière d'armement, une des clés du rapprochement

Parallèlement, la relance de la coopération franco-britannique en matière d'armement a tenté de remédier à cette situation de statu quo. En 2006, à l'initiative de Jacques Chirac et Tony Blair, la création du High Level Working Group (HLWG) s'est donnée pour objet de relier industries et gouvernements afin d'enclencher un rapprochement entre les deux partenaires, et de faire en sorte que chacun accède aux technologies clés de la défense. En tant que contributeurs majeurs à la sécurité européenne, les Français et les Britanniques ont en effet souhaité miser sur des industries fiables et performantes, capables de soutenir les progrès technologiques et de garantir des acteurs crédibles. Edgar Buckley rappelle la composition originale de ce groupe restreint: le Délégué général pour l'armement Laurent Collet-Billon et le Président de Thales Luc Vigneron représentent l'Hexagone, tandis que la présence du Royaume-Uni se manifeste en la personne du ministre de l'équipement

Quentin Davies (avant les élections) et de Guy Griffiths, directeur chez BAE Systems. Il explique également que les réunions ont lieu deux à trois fois par an, et que le HLWG est un forum d'échange sur la politique d'accès aux marchés, le partage des technologies, les projets communs envisageables, et qu'il fournit des éléments d'appréciation aux nombreux groupes institutionnels qui structurent la relation bilatérale (Capacités, R&T, Tests & Essais, etc).

Pour quels résultats? L'ambassadeur de France a souligné à propos du HLWG: *"This group is the right vehicle to propose joint projects, innovative solutions and foster dialogue to develop defence capabilities"*. Et de fait, des acquis sont indéniables: MBDA a enregistré des progrès sensibles dans le domaine des armes complexes; les projets sur le futur Satcom et les drones font l'objet d'entretiens prometteurs; des accords ont été passés pour l'utilisation réciproque des moyens d'essais, et dans le domaine de la R&T, le Royaume-Uni est désormais le premier partenaire de la France, l'objectif d'engagement par nation de 50 millions d'euros annuel en commun ayant été dépassé en 2009. L'accord signé le 19 février 2010 sur les UOR (*Urgent Operational Requirement*) augure lui aussi d'un travail bénéfique dans le cadre de l'utilisation d'équipements conjoints en situations d'urgence. Reste que le bilan peut apparaître insuffisant compte tenu de l'absence d'un grand programme phare. L'échec de la coopération PA2/CVF a marqué les esprits. Et les Français ont pu se plaindre de ce que les Britanniques ne manifestent pas assez d'enthousiasme à l'égard du HLWG, tandis que le Royaume-Uni reproche encore à la France de ne pas suffisamment ouvrir son marché à l'industrie de défense étrangère.

Le New Deal de la défense

Comment sortir de cette ornière?

Il est rappelé que la France et le Royaume-Uni ont des données essentielles en commun: même perception de la menace, un budget de défense tout à fait comparable, des capacités militaires similaires, la même appartenance à l'OTAN, au Conseil de sécurité des Nations Unies, à l'UE. En Europe, les deux pays représentent 40% du budget de la défense, presque 50% du budget de l'équipement des forces et 2/3 des dépenses en Recherche et Technologie. James Arbuthnot, tout en s'excusant de ramasser en une simple phrase les heures de débats qui ont précédé son intervention, résume: *"we are, in other words, roughly the same"*. En montrant que les obstacles traditionnels à la coopération franco-britannique sont tombés depuis cinq à dix ans, Etienne de Durand va plus loin et décrypte la nouvelle donne du rapprochement franco-britannique: d'une part, la Special relationship entre le Royaume-Uni et l'Amérique a vécu car la logique OTAN/Europe issue de la Guerre froide n'est plus, les priorités américaines s'étant déplacées vers l'Asie; d'autre part, en réintégrant la structure militaire intégrée de l'Alliance et en prenant ses distances vis à vis d'un partenaire allemand divergent sur les questions de défense, la France a clarifié ses choix stratégiques. Une nouvelle réalité géopolitique met ainsi un terme à ce qu'il appelle "le paradigme de Suez" - l'atlantisme britannique versus l'indépendance française - et ouvre la voie à un renouvellement de la relation bilatérale, car dit-il, *"our two defence policies are weaker than it used to be so now, we can find to cooperate for real"*.

Sir Menzies Campbell ne dit pas autre chose quand il dégage les changements substantiels intervenus dans la relation anglo-américaine depuis l'arrivée du Président Obama, notamment soucieux d'organiser son rapport à la Chine. Il ne s'agit plus de se demander ce que les Etats-Unis peuvent faire pour les Britanniques, a-t-il lancé. D'autres participants évoquent cette nouvelle réalité: *"Relying wholly on US technology is not an option"* a affirmé Edgar Buckley, tandis que Lord Wallace a reconnu, *"It is now clear to all of us in Britain that we cannot afford to tie our defence strategy as closely to the United States as we have over the past 50-60 years"*. James de Waal du MOD a renchéri: *"On defence issues we have no closer relationship than with the French"*.

CAPACITES MILITAIRES ET LEADERSHIP PARTAGE: LES MAÎTRES-MOTS D'UNE COOPERATION FRANCO-BRITANNIQUE RENOUVELEE

Offensive sur les capacités militaires

Il ressort ainsi des différentes interventions que le contexte international actuel est favorable à la relance du partenariat franco-britannique. Le constat est fait qu'il s'agit de dépasser la démarche politique qui est bonne, mais ne suffit plus, et viser la fonctionnalité. La France et le Royaume-Uni doivent aller au-delà des déclarations d'intentions et procéder au partage des capacités militaires, maillon manquant de la coopération bilatérale. *"We need to be imaginative"* selon Lord Robertson, pour qui la solution passe par une Europe de la défense opérationnelle basée sur une mise en commun des capacités militaires. Dans un contexte stratégique mouvant régi par l'adaptabilité permanente des forces à la gestion des crises, nombreux

sont les participants qui s'accordent à dire que l'optimisation de la gamme des capacités est la voie à suivre. L'importance prise par les opérations de contre-insurrection - et notamment en réponse aux bombes artisanales, les IEDs - exige de multiplier les troupes sur le terrain, d'organiser l'évacuation tactique, d'utiliser des équipements spécialisés pour la protection des forces.

Le point de vue industriel fait écho à cette approche: soucieux de répondre à l'attente de leurs clients, les grandes entreprises aspirent à maximiser les capacités militaires. Antoine Bouvier de MBDA, en prenant appui sur une citation de Churchill – *“there is only one thing worse than working with partners is to have no partner”* - adhère à cette idée d'optimisation des moyens entre la France et le Royaume-Uni *via* le partage. Selon lui, l'exemple réussi de la production franco-britannique des missiles Scalp/Storm shadow et du Meteor illustre une coopération dynamique à partir de critères d'efficacité liés à la répartition du travail entre les parties prenantes. Aujourd'hui il met en avant la nécessité d'une nouvelle approche de partenariat entre l'industrie et les gouvernements dans le plus long terme et d'une façon plus globale. C'est, dit-il, la prochaine étape en matière de capacités militaires.

Partager: le pas décisif dans l'industrie de défense

“Share it or lose it” a suggéré l'industriel Edgar Buckley pour conclure sur ce qui s'impose à la coopération franco-britannique en matière d'équipement de défense, en insistant sur la nécessité de programmes communs pour soutenir l'industrie et en plaidant pour une coopération plus systématique. En termes politiques, cette idée, traduisible par la notion de *“leadership partagé”*, a été

largement évoquée. MBDA estime ainsi qu'elle présente l'avantage d'induire une notion d'équilibre dans des pays aux données comparables. Soucieux d'expliquer l'importance du partage des technologies de demain, Antoine Bouvier rappelle que si les missiles franco-britanniques seront remplacés d'ici à vingt ans, au plan de la recherche, le travail commun entre signataires doit commencer dès aujourd'hui.

La DGA appuie cette notion essentielle. L'enjeu selon Jean-Pierre Devaux, Directeur de la stratégie à la Direction Générale de l'Armement, est bien d'aller de la coopération vers un partenariat en s'appuyant sur des dépendances communes. La France et le Royaume-Uni ne peuvent prendre le risque de perdre leurs technologies et leur souveraineté opérationnelle, et n'ont pas d'autre choix que de partager, notamment en matière de capacités militaires, vecteur de la coopération entre les deux pays. A ce titre, il met l'accent sur la responsabilité des industriels, car la coopération franco-britannique n'émane pas seulement d'une initiative gouvernementale. Selon lui, elle sera efficace quand l'industrie se mettra d'accord sur des approches économiques, quand le lien entre haute technologie, investissement et défense sera fait. L'industrie a un rôle à jouer en proposant des solutions communes et non pas seulement des spécificités nationales. Il rappelle l'importance du HLWG en tant qu'outil essentiel pour lier industries et gouvernements: la coopération est une question centrale au niveau gouvernemental, le partenariat est une question centrale au niveau industriel. Il ajoute que la signature récente de l'accord sur les UOR (19 février 2010) qui fait suite à la déclaration d'intention signée par Hervé Morin et Bob Ainsworth lors du dernier sommet franco-britannique, est une première en termes de volonté de

convergence, ce type d'accord n'étant intervenu qu'avec le Royaume-Uni. Valable cinq ans, pragmatique avant tout, il ne cherche pas à produire des combinaisons d'interopérabilité, mais vise à partager sur le terrain et trouver des solutions rapides à des problèmes communs.

Au-delà du contexte ponctuel de la crise financière

To deliver value for money?

L'impact de la situation financière sur la nécessité de renouveler le rapprochement franco-britannique a été largement reconnu. Il est clair que dans le contexte de la crise économique, il devient très difficile voire impossible de prétendre aujourd'hui assumer une capacité militaire autonome, et il a été noté que l'opinion publique elle-même ne soutiendra pas une augmentation des dépenses en matière de défense. A l'heure où les armées doivent faire toujours plus avec des budgets de moins en moins importants, les contraintes très lourdes sur les budgets de défense de part et d'autre de La Manche seraient un incitateur à accélérer la coopération franco-britannique.

Cependant James de Waal a lancé une mise en garde: si les restrictions budgétaires posent aujourd'hui un vrai problème au niveau national et poussent à se rapprocher de partenaires, elles relèvent cependant d'une situation exceptionnelle et risquent de générer des projets ponctuels à court terme. Ainsi, la crise financière ne doit pas ressortir comme le leitmotiv d'une relance de la dimension franco-britannique, elle n'est pas synonyme d'une coopération plus intense. Sir Menzies Campbell a, quant à lui, exprimé la crainte qu'on se trompe d'objectif en tombant dans le court terme:

rien ne sert à identifier des capacités militaires en vertu de l'argent disponible, car les Britanniques pourraient se retrouver avec un Livre blanc sur les dépenses plutôt qu'une stratégie de défense.

LES DEUX ASPECTS SENSIBLES MAIS SURMONTABLES DU RAPPROCHEMENT EN MATIERE DE DEFENSE

Souveraineté nationale: *to get the narrative correct*

Adhérer au principe du leadership partagé dans le cadre d'un rapprochement franco-britannique en matière de défense touche à la question identitaire: dans quelle mesure les Etats sont-ils prêts à passer outre leurs différences?

Dans la réponse à cette question se niche le dossier sur la dimension culturelle. James Arbuthnot a rappelé avec humour les sentiments traditionnels de suspicion qui ont pu entacher le partenariat franco-britannique au cours de l'histoire, et souhaite que ces inhibitions soient levées pour donner toute sa réalité à l'entente cordiale. D'une façon générale, il est reconnu qu'en soi, le partage des technologies n'est pas un problème. Mais la production en commun ne suffit pas, elle doit s'accompagner de convergences dans l'utilisation des matériels et se faire dans la confiance. Dans le domaine naval par exemple, la dépendance mutuelle pose le problème de savoir s'il est acceptable de partager un porte-avion avec deux équipages, qui ont deux cultures différentes. De son côté, Edgar Buckley positive et témoigne des progrès engrangés au sein du HLWG. Il explique comment les Français et les Britanniques ont appris à travailler ensemble en s'écoutant, et en se respectant, les uns privilégiant toujours une approche allant

du général au particulier, les autres étant férus de pragmatisme.

Plus généralement, le problème de la souveraineté nationale s'est posé avec acuité. Il s'agit de savoir ce qui peut être acceptable au niveau politique pour garantir le partage des capacités militaires, attendu au plan économique et technologique. Sandy Johnston du MoD s'interroge: peut-on envisager un partage de souveraineté entre les deux alliés pour faire avancer la coopération industrielle? La relation avec la France est bonne, souligne t-il, les conversations sont nombreuses et débouchent sur des convergences de vues à propos de questions essentielles. Le courage extraordinaire du Président Sarkozy, issu de la famille gaulliste, de revenir au sein de la structure militaire intégrée de l'OTAN, a été un geste sans précédent en termes de confiance. Mais selon lui, l'enjeu pour la prochaine étape est de savoir si la France et le Royaume-Uni peuvent aller plus loin en s'engageant davantage mutuellement. Lord Wallace of Saltaire est, lui, déterminé: pour progresser au niveau de la chaîne logistique, il faut traiter la question essentielle de la souveraineté et en informer le public et le Parlement *via* l'appui des médias; c'est une priorité explique t-il. Une des raisons de l'échec de St Malo réside dans le manque de transparence et d'explication des enjeux de ces accords. Aujourd'hui, poursuit-il, les vieux stéréotypes de la rivalité transmanche et des menaces qui pèseraient sur notre souveraineté (exemple du spectre de l'armée européenne) continuent d'agiter les débats parlementaires et d'alimenter la presse au Royaume-Uni. Il n'y a pas de perspectives de progrès si nous ne prenons pas au sérieux le souci d'informer sur le processus en cours. Il est temps de dire aux Britanniques quelles sont les

intentions de leur gouvernement, il est urgent "*to educate our citizens*" a t-il encore ajouté.

James de Waal acquiesce et s'inquiète de ce que le public n'est pas conscient de la gravité de la question. Il est difficile d'expliquer que faire face à des menaces complexes peut justifier la perspective d'un partage de souveraineté sur la base d'une collaboration.

Reste que la coopération franco-britannique doit tenter d'aller au-delà de ces difficultés. Sir Stephen Wall, Trustee au Franco-British Council, a synthétisé le sujet en renvoyant l'assistance à une question simple: "*to have sovereignty over nothing or share sovereignty over something?*"

Une dimension variable: bilatéral versus multilatéral?

Définir le cadre de la coopération franco-britannique a également été l'objet de débats contradictoires entre les Français et les Britanniques mais également, au-delà des nationalités, entre le monde politique et la société industrielle.

Pour Etienne de Durand, il est clair que le leadership partagé doit s'organiser autour d'une base bilatérale de façon à ce qu'elle soit pragmatique. C'est selon lui la seule option envisageable. James Arbuthnot défend la même approche: la coopération en matière d'armements a été décevante jusque-là car elle a essuyé des échecs importants avec des budgets mal maîtrisés et des programmes annulés. La difficulté a souvent résidé dans l'alignement des exigences des différents pays, la complexité du partage des tâches débouchant sur des projets multilatéraux sans lendemain. Le bilatéral devrait donc faire sauter de nombreux verrous et dynamiser la collaboration dans le futur,

option à laquelle Lord Wallace adhère également.

En revanche, Michel Miraillet estime que la crise financière ne nous autorise pas à envisager une coopération strictement bilatérale. Il replace ainsi le rapprochement franco-britannique dans le contexte institutionnel de l'OTAN et de l'UE et souhaite que la valeur ajoutée de ces deux instances soit étudiée sans tabou. La priorité française, quelque soit la couleur du gouvernement britannique, est d'organiser la coopération dans un cadre multilatéral, a-t-il précisé. Le ministre Bill Rammell le rejoint en soutenant que la responsabilité des Français et des Britanniques est bien de travailler ensemble, avec efficacité, au sein de l'UE et de l'OTAN en charge de la sécurité collective. Plus tôt dans la journée, Jean-Pierre Devaux avait expliqué que le renforcement de la coopération doit passer par une reconnaissance du rôle de l'Agence Européenne de Défense, laquelle, espère-t-il, devrait bénéficier de la mise en application du traité de Lisbonne. Il considère que la coopération multilatérale ne peut se construire qu'à partir d'un noyau dur de nations *leader*, dont la France et le Royaume-Uni font partie. Les industriels – Thales, MBDA- ont eux aussi estimé que la dépendance mutuelle ne doit pas se limiter au bilatéral mais s'équilibrer dans une participation plurielle, également bénéfique à la dimension européenne.

"Let's look at what does work" a proposé le Britannique Robin Southwell d'EADS.

LES PISTES DE REFLEXION POUR LA FEUILLE DE ROUTE DE DEMAIN

Du Livre vert au Livre blanc

Dans l'immédiat, au plan politico-stratégique, la convergence de vues de part et d'autre de La Manche est visible. Les Britanniques ont apprécié d'avoir été associés aux travaux préparatoires sur le Livre blanc français de la défense en 2008. Aujourd'hui, ils s'en sont inspirés pour certaines grandes lignes de leur récent Livre vert, et la France se satisfait de la place qui lui est réservée en tant que partenaire décisif, de même qu'elle se réjouit à l'idée de pouvoir contribuer à son tour à la réflexion en cours au Royaume-Uni sur ce que devrait être à l'automne 2010 la prochaine *Strategic Defence Review*: ce sont là dix à quinze ans de stratégie de défense consignée où il est clairement établi que la France et le Royaume-Uni ont à leur disposition des outils pour tracer la voie d'un partenariat privilégié. L'ambassadeur de France l'a souligné: *"the next SDR is an opportunity for us to work closely together. We cannot miss it"*

Les recommandations britanniques inscrites dans le Livre vert sont sans équivoque sur la nécessité de coopérer avec les alliés européens. L'objectif consiste à être plus efficace, plus rationnel et viser l'adaptabilité des forces armées. Le ministre confirme qu'il s'agit, entre autres, de mettre en évidence l'importance de la relation franco-britannique, notamment depuis le retour de la France dans la structure militaire intégrée de l'Alliance. Il existe ainsi de réelles opportunités de coopération, à modéliser, dans un environnement contraint par des critères de flexibilité, d'adaptabilité et d'optimisation des ressources et où il n'est plus possible d'agir seul, le monde n'étant pas

nécessairement plus dangereux mais certainement plus imprévisible.

Précisément, James de Waal expose les raisons de la place réservée à la France dans ce rapport préliminaire: d'une part, le Royaume-Uni a le souci d'envisager ses grandes lignes stratégiques au-delà des considérations ponctuelles de la crise financière et souhaite ainsi investir dans des partenariats fiables et résistants au monde complexe et mouvant; par ailleurs, le gouvernement a fait le constat du relatif échec des instances multinationales et préfère ainsi miser sur des relations particularisées; enfin, les évaluations identiques de nos deux pays sur les évolutions stratégiques internationales conduisent aux mêmes questions: quel rôle voulons-nous jouer dans le monde? Quelle place pour les forces armées? Y a-t-il une alternative à ce que nous avons fait par le passé? Michel Miraillet évoque également l'identité d'approches entre la France et le Royaume-Uni, notamment à propos de la volonté d'équilibrer les concepts de prévention et de projection: comment gérer la menace à distance, quel rôle futur pour les armées et leur niveau d'intégration au sein des alliances militaires, de quelle façon faut-il anticiper les conflits? Il se félicite également de ce que le Livre vert exprime la volonté d'interagir collectivement au sein de l'UE et de l'OTAN.

L'Afghanistan, une plate-forme militaire d'importance

Autre théâtre d'observation: l'Afghanistan. La gestion de la crise afghane a été considérée comme une plate-forme décisive pour le décollage de la coopération franco-britannique. Certes, il a été relevé que la France et le Royaume-Uni n'opèrent pas dans des zones d'intervention proches, mais cependant les perspectives d'une

coopération plus étroite doivent être au centre de la réflexion de demain. Bill Rammell évoque notamment la récente participation de la France dans l'opération Mushtarak lancée en février 2010: une équipe de 70 instructeurs français constituant un *Operational Mentor and Liaison Team* (OMLT) a rejoint Camp Bastion, la principale base britannique en Afghanistan, pour, aux côtés du 1st Royal Welsh Bataillon, accompagner au combat le Kandak 31 de l'Armée nationale afghane. C'est, selon lui, un exemple très encourageant de solidarité franco-britannique au sein de la FIAS.

James Arbuthnot considère aussi que le rapprochement bilatéral doit bénéficier de cette situation en Afghanistan où les Français et les Britanniques se battent de concert dans l'une des régions la plus instable du monde et où le risque d'une menace nucléaire, n'est pas absent.

La shopping list du futur

Côté industriel, plusieurs participants ont évoqué les voies possibles de la coopération de demain en matière d'armement.

A titre individuel, la société MBDA a précisé que la priorité actuelle porte sur un nouveau missile anti-navire léger tiré à partir d'un hélicoptère (ANL français, FASGW britannique). Mais plus généralement, le marché des drones a été largement débattu avec notamment des perspectives envisageables pour le *Watchkeeper* ou le programme *Mantis*. Le renseignement a aussi retenu l'attention au cours de ce séminaire, et précisément, Michel Miraillet a invité les Britanniques à rejoindre les Français sur le projet MUSIS. Autre domaine d'importance, celui des R&T, qui bénéficie déjà d'une bonne coopération mais qui doit s'inscrire dans une dynamique du

long terme afin de permettre aux armées de rester compétitives. Les avis sur le dossier des porte-avions ont été divergents, certains considérant qu'il n'est pas clos. Enfin la question d'un dialogue bilatéral en matière de dissuasion nucléaire a été mentionnée et Sir Menzies Campbell a clairement posé le problème: *"I can not see that our deterrence would not operate for France and vice versa. I am pretty sure UK knows where French submarines are and I am pretty certain French know where British submarines are. On that basis why is it not possible to conduct more highly integrated operations"?*

CONCLUSION

La table ronde organisée le 9 mars dernier par le FBC et le RUSI s'est donnée pour ambition de saisir un moment propice à la relance de la coopération franco-britannique en matière de défense. L'organisation de sessions croisées touchant à la fois aux questions militaires, industrielles, stratégiques et d'armement a pu parfois diluer le débat que certains auraient aimé plus focalisé. Mais elle a permis de rassembler d'une façon inédite une grande diversité d'acteurs, tous soucieux de poser la problématique dans une version actualisée en vue de concrétiser une relation éprouvée par plusieurs années de quasi statu quo, et de dissiper les malentendus. La discussion a été ouverte et transparente, et il a été très utile de connaître de manière plus approfondie l'approche des britanniques sur les perspectives de coopération. Des tabous ont été levés, dont le souhait déclaré d'aller au-delà de la rhétorique sur le caractère exceptionnel des accords de

St Malo et d'affronter la question sensible du partage de souveraineté. L'aspect industriel est nettement ressorti comme une des clés du rapprochement dans un environnement international où la relation transatlantique recouvre une nouvelle dimension.

Accélérer la relance, agir vite, coopérer dans un cadre ajusté, ont guidé la réflexion de la majorité des participants qui ont fait le constat suivant: le fil suspendu au-dessus des deux rives de La Manche demande à être tendu. Il faut donc veiller à soutenir le *momentum* et rebondir devant les opportunités de collaboration. L'ambassadeur de France a rappelé un passage clé des accords de St Malo: *"It is difficult to envisage a situation in which the vital interest of either of our two nations could be threatened without the vital interest of the other also being threatened"*.

Le Franco-British Council et le Royal United Services Institute travaillent à l'organisation d'une nouvelle conférence qui se tiendra à l'automne 2010. Le but est de prolonger cette première manifestation sur des aspects cette fois politico-stratégiques de la relation entre la France et le Royaume-Uni, avec notamment le traitement de la question européenne et la place des deux pays au sein de l'Alliance. Le retour de la France dans l'OTAN, la mise en place du nouveau gouvernement britannique et la perspective de la Strategic Defence Review seront des éléments décisifs dans la formulation d'un partenariat renouvelé.

ANNEXES

“Britain France and Defence” - rapport du Franco-British Council - Octobre 2009

<http://www.francobritishcouncil.org.uk/publications.php/72/britain-france-and-defence>

“Shaping the contours of a New Defence ‘Entente Formidable’” - RUSI Newsbrief - Mars 2010

http://www.rusi.org/go.php?structureID=articles_newsbrief&ref=A4BA0C6A6A9145

Articles parus dans la presse en mars 2010

-“Anglo-French defence: Entente nouvelle”, by James Blitz and Sylvia Pfeifer

Financial Times, 14 March 2010

http://www.ft.com/cms/s/0/a13e3332-2f87-11df-9153-00144feabdc0.html?nclick_check=1

-“France offers to join forces with UK’s nuclear submarine fleet”, by Julian Borger and Richard Norton-Taylor, The Guardian, 19 March 2010

<http://www.guardian.co.uk/world/2010/mar/19/france-britain-shared-nuclear-deterrent>

-“Paris-Londres: le casse-tête d’une défense commune”, Isabelle Lasserre, Le Figaro, 20 mars 2010

<http://www.lefigaro.fr/international/2010/03/20/01003-20100320ARTFIG00009-paris-londres-le-casse-tete-d-une-defense-commune-.php>

-“Paris et Londres explorent une relance de leur coopération militaire”,

Natalie Nougayrède, Le Monde, 22 mars 2010

http://www.lemonde.fr/europe/article/2010/03/22/paris-et-londres-explorent-une-relance-de-leur-cooperation-militaire_1322468_3214.html

Questions au gouvernement

-Royal Navy: Aircraft Carriers

Lord Lee of Trafford - House of Lords, Thursday 25 March 2010, Hansard publication

<http://www.publications.parliament.uk/pa/ld200910/ldhansrd/text/100325-0001.htm#10032532000664>

SOMMAIRE

INTRODUCTION

2010 EST UNE ANNEE DECISIVE POUR UNE RELANCE NECESSAIRE ET ATTENDUE DU RAPPROCHEMENT FRANCO-BRITANNIQUE EN MATIERE DE DEFENSE

*Une fenêtre d'opportunité

*Les non-acquis de St Malo

*La coopération en matière d'armement, une des clés du rapprochement

*Le *New Deal* de la défense

CAPACITES MILITAIRES ET LEADERSHIP PARTAGE: LES MAÎTRES-MOTS D'UNE COOPERATION FRANCO-BRITANNIQUE RENOUVELEE

*Offensive sur les capacités militaires.

*Partager: le pas décisif dans l'industrie de défense

*Au-delà du contexte ponctuel de la crise financière

LES DEUX ASPECTS SENSIBLES MAIS SURMONTABLES DU RAPPROCHEMENT EN MATIERE DE DEFENSE

*Souveraineté nationale: *to get the narrative correct*

*Une dimension variable: bilatéral *versus* multilatéral?

LES PISTES DE REFLEXION POUR LA FEUILLE DE ROUTE DE DEMAIN

*Du Livre vert au Livre blanc

*L'Afghanistan, une plate-forme militaire d'importance

*La *shopping list* du futur

CONCLUSION

ANNEXES
